

En 2015, 3 milliards d'euros en moins pour les collectivités !

Écrit par Par Luc Léandri - Conseiller Régional Paca Front de Gauche - Candidat PG sur la liste "L'alternative" soutenue par le Front de Gauche et le NPA

Jeudi, 20 Mars 2014 15:37 - Mis à jour Jeudi, 20 Mars 2014 16:55



Après la coupe de 1,5 milliard en 2014, Jean-Marc Ayrault et Marylise Lebranchu ont décidé de baisser de 3 milliards d'euros les dotations aux collectivités locales pour 2015. Toujours bons élèves, ils s'aplatissent devant la Commission européenne qui exige toujours plus de coupes dans le budget de l'Etat.

Si cette nouvelle amputation n'est pas encore officielle, elle est toutefois confirmée par l'ARF (l'Association des Régions de France). Cette politique est dans la digne continuité de la politique de Sarkozy et de Fillon. Le gouvernement Ayrault prépare en effet pour avril l'annonce des 50 milliards d'économies permettant de financer le fameux pacte de responsabilité. Sarkozy avait gelé les dotations aux collectivités locales. Hollande organise leur mort programmée avec des coupes de 4,5 milliards en deux ans. Sans compter la suppression de la clause de compétences générales et l'attribution des dotations aux seules collectivités qui se soumettent au gouvernement en se regroupant.

Cette politique ne vise pas simplement la réduction comptable des déficits et de la dette. Le but est de préparer les regroupements et les fusions de collectivités et intercommunalités, pour à terme englober les territoires dans des métropoles. Ces prochaines superstructures administratives et technocratiques auront moins de moyens financiers mais plus de compétences à leur charge, puisque l'Etat ne cesse de déléguer ses missions. Les élu-e-s ne seront alors que des comptables et non pas des réels initiateurs de politiques publiques.

A qui profite le crime ? Les multinationales à qui seront délégués des services publics que les collectivités ne pourront plus gérer. Crèches, maisons de retraites, maisons médicalisées, centres de santé...ce sont bien des privatisations déguisées qui s'opéreront. Quand le public ne peut plus déployer le service public, les intérêts privés s'en emparent, à des coûts prohibitifs aux dépens des citoyens.

Privatisations déguisées, délégations de service public, partenariats public-privés, fin du contrôle citoyen...c'est le but ultime des libéraux de droite comme de gauche.

Il faut que cela cesse ! Les 23 et 30 mars, pour les élections municipales, seules des listes d'Opposition de gauche pourront résister l'austérité sans fin ! Soyons tous dans le rue le 12 avril pour manifester l'opposition de gauche au gouvernement.